



**CONVENTION COMMUNALE DE COORDINATION
DE LA POLICE MUNICIPALE DES ARCS-SUR-ARGENS
ET DES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT**

ENTRE :

- Le préfet représenté par le sous-préfet de l'arrondissement de Draguignan,
M. Eric de WISPELAERE
- Le procureur de la république près le tribunal judiciaire de Draguignan,
M. Patrice CAMBEROU
- Le maire de la commune de Les Arcs sur Argens,
Mme GONZALES Nathalie

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

La police municipale et les forces de sécurité de l'État ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

En aucun cas, il ne peut être confié à la police municipale de mission de maintien de l'ordre.

La présente convention, établie conformément aux dispositions de l'article L512-4 du code de la sécurité intérieure précise la nature et les lieux des interventions des agents de police municipale.

Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'État.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'État sont constituées par la Communauté de Brigades Les Arcs – Le Muy, territorialement compétent.

Les responsables des forces de sécurité de l'État sont, selon le cas, le chef de la circonscription de sécurité publique ou le Commandant de la communauté de brigades ou de la brigade territoriale autonome de gendarmerie territorialement compétents.

Article 1er :

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par les forces de sécurité de l'État compétentes, avec le concours de la commune signataire (le cas échéant dans le cadre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance), fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- Prévention de la délinquance
- Prévention et sécurisation des espaces verts
- Prévention des violences scolaires
- Prévention et sécurité routière, notamment RDN 7
- Atteintes aux biens et aux personnes
- Vols divers et cambriolages
- Lutte contre les incivilités, troubles à la tranquillité publique
- Les violences conjugales, différends familiaux et de voisinages
- Les populations itinérantes
- La vidéoprotection
- Lutte contre la toxicomanie
- Prévention des violences scolaires
- Protection des commerces, du camping des Eaux Vives et de la ZAC des Bréguières
- Lutte contre les pollutions de tous types
- Lutte contre les nuisances sonores
- La divagation d'animaux et contrôle des chiens catégorisés
- Occupation abusive des parties communes
- Prévention des rassemblements festifs non autorisés (rave party)
- Prévention des incendies de forêt (contrôle des flux sur les pistes DFCI)

~ TITRE Ier ~

COORDINATION DES SERVICES

Chapitre Ier : Nature et lieux des interventions

Article 2 :

La Police Municipale assure la protection des bâtiments communaux :

- Hôtel de ville
- Poste de Police Municipale
- Services Techniques
- Salle des fêtes
- Les écoles
- La crèche
- Le musée de l'histoire
- Les chapelles Saint Pierre & Sainte Roseline
- Salle polyvalente des sports
- P'Arcs de loisirs
- Parc Carzoli
- Château Morard
- Dojo

Article 3 :

- I) La Police Municipale assure, à titre principal, la surveillance des établissements scolaires suivants, en particulier lors des entrées et sorties des élèves :
- Ecoles Maternelles Jean Jaurès & Hélène Vidal : 08h15 – 11h15 – 13h15 – 16h15
 - Ecoles primaires Jean Jaurès & Hélène Vidal : 08h15 – 11h15 – 13h15 – 16h15
 - Collège Jacques Prévert : 08h00 – 12h00 – 16h30
 - Centre de formation des apprentis : 08h00 – 16h30
 - Lycée professionnel agricole « Les Magnanelles » : 08h00 – 16h30
- II) La Police Municipale assure, à titre principal, la surveillance des points de ramassages scolaires suivants :
- Ecole maternelle Jean Jaurès : 08h15 – 11h15 – 13h15 – 16h15
 - Ecoles primaires Jean Jaurès & Hélène Vidal : 08h15 – 11h15 – 13h15 – 16h15

Article 4 :

La Police Municipale assure, à titre principal, la surveillance des foires et marchés, en particulier :

- Marché hebdomadaire de plein air le jeudi de 06h00 à 14h30, situé Place du Général de Gaulle

Ainsi que la surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances culturelles ou sportives organisées par la commune, Place du Général de Gaulle, notamment :

- Fête Nationale
- Fête du 15 Août 1944
- Vides greniers
- Marché de Noël
- Marché médiéval
- Saint Sébastien
- Fête foraine

Pour des raisons opérationnelles, la Police Municipale des Arcs-sur-Argens informera à l'avance la Gendarmerie Nationale des services mis en œuvre.

Article 5 :

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par la Gendarmerie Nationale en son Commandant de la Communauté de Brigades Territoriales Les Arcs – Le Muy et le Responsable de la Police Municipale, soit par la Police Municipale, soit par la Gendarmerie Nationale, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Article 6 :

La Police Municipale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'Article 10. Elle surveille les opérations d'enlèvements des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'Article L. 325-2 du Code de la Route, sous l'autorité de l'Officier de Police Judiciaire compétent, ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'Agent de Police Judiciaire Adjoint, Chef de la Police Municipale.

Article 7 :

La Police Municipale informe au préalable la Gendarmerie Nationale des opérations de contrôle routier et de constatation d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

Article 8 :

Sans exclusivité, la Police Municipale assure plus particulièrement les missions de surveillance sur la totalité de la commune des Arcs-sur-Argens dans les créneaux horaires suivants :

Les horaires du service de la Police Municipale sont découpés sur les périodes suivantes :

- Sur la période hivernale, de 08h00 à 20h00 du lundi au jeudi, de 08h00 à 21h00 du vendredi au samedi et de manière aléatoire sur le dimanche en fonction des manifestations
- Sur la période estivale, de 08h00 à 00h00 du lundi au vendredi, de 16h00 à 00h00 le samedi et de manière aléatoire sur le dimanche en fonctions des manifestations
- Des patrouilles de nuits sont programmées en fonction des évènements et en collaborations avec le Commandant de la Communauté de Brigades Les Arcs – Le Muy

Article 9 :

Toute modification des conditions d'exercices des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'État et le Maire dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

Chapitre II : Modalités de la coordination

Article 10 :

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale, ou leurs représentants, se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. Lors de ces réunions, il sera systématiquement fait un état des résultats enregistrés en matière de sécurité routière.

L'ordre du jour de ces réunions est adressé au procureur de la république qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire.

Ces réunions sont organisées selon les modalités suivantes :

- Une réunion courant février
- Une deuxième réunion avant la saison estivale, en mai ou juin
- La dernière réunion, post saison estivale, au cours du mois d'octobre

Article 11 :

La Gendarmerie Nationale en son Commandant de la Communauté des Brigades Territoriales Les Arcs-sur-Argens – Le Muy et le Chef de la Police Municipale des Arcs-sur-Argens s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par la Gendarmerie Nationale et les Agents de la Police Municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le Responsable de la Police Municipale informe le Commandant de la Communauté de Brigades Territoriales de la Gendarmerie Nationale Les Arcs – Le Muy, du nombre d'agents de Police Municipale affectés aux missions de la Police Municipale et, le cas échéant, du nombre d'agents armés et du type d'armes portées.

La Police Municipale est composée de sept (7) fonctionnaires de Police dont sept (7) armés en catégorie B, C et D.

La Police Municipale donne toutes les informations à la Gendarmerie Nationale sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant. Le maire en est systématiquement informé.

Article 12 :

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les forces de sécurité de l'État et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'État.

Article 13 :

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale et par les articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route, les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent. A cette fin, le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

Article 14 :

Les communications entre la police municipale et les forces de sécurité de l'État pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique réservée ou par une liaison radiophonique, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

~ TITRE II ~

COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE

Article 15 :

Le préfet représenté par le sous-préfet de Draguignan et le maire conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale et les forces de sécurité de l'État, pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de police municipale et de leurs équipements.

Article 16 :

En conséquence, les forces de sécurité de l'État et la police municipale amplifient leur coopération dans les domaines :

1. du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition (sans objet) ;
2. les agents de la police municipale, dans le cas de crime flagrant ou de délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, appréhendent et conduisent, conformément aux dispositions de l'article 73 du code de procédure pénale, l'auteur de l'infraction devant

- l'officier de police judiciaire territorialement compétent qui sera avisé dans les délais les plus brefs, à la demande du procureur de la république à Draguignan ;
3. de l'information quotidienne et réciproque par les moyens suivants : téléphone, mails et lors des diverses liaisons effectuées en mairie ou à la gendarmerie ;

Elles veilleront à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données.

Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment dans les domaines :

- de la communication opérationnelle: par le prêt exceptionnel de matériel radio permettant l'accueil de la police municipale sur les réseaux « Rubis » ou « Acropol » afin d'échanger des informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence commune, par le partage d'un autre canal commun permettant également la transmission d'un appel d'urgence (ce dernier étant alors géré par les forces de sécurité de l'État), ou par une ligne téléphonique dédiée ou tout autre moyen technique (internet...). Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la police municipale dépassant ses prérogatives. De même, la participation de la police municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par le préfet. Le prêt de matériel fait l'objet d'une mention expresse qui prévoit notamment les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation (sans objet) ;
- vidéoprotection par la rédaction des modalités d'interventions consécutives à la saisine des forces de sécurité intérieure par un centre de supervision urbaine et d'accès aux images, dans un document annexé à la présente convention (arrêté préfectoral précisant les modalités d'accès au centre de supervision, ainsi que la réquisition judiciaire pour saisie des images),
- des missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant, mentionnées à l'article 11, par la définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions (sans objet) ;
- de la prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise ;
- De la sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'actions de prévention en direction de publics considérés comme vulnérables et d'une stratégie locale de contrôle, dans le respect des instructions du préfet et du procureur de la République. Elles peuvent utilement s'appuyer sur les documents d'analyse de l'accidentalité routière enregistrée sur le territoire de la commune et transmis par les observatoires départementaux de sécurité routière. La stratégie de contrôle intègre pleinement les nouvelles capacités de contrôle offertes aux polices municipales par l'accès au système d'immatriculation des véhicules et au système national des permis de conduire ainsi que les évolutions législatives permettant une coopération renforcée dans le domaine de la lutte contre l'insécurité routière. Les dispositifs de vidéoprotection peuvent également participer à la lutte contre l'insécurité routière par la mise en œuvre des dispositions du 4° de l'article L. 251-2 du code de la sécurité intérieure et de ses textes d'application.

Cette stratégie de contrôle s'attache également à définir de manière conjointe les besoins et les réponses à apporter en matière de fourrière automobile notamment au regard des dispositions du code de la route permettant le contrôle du permis de conduire et de l'attestation d'assurance des véhicules ainsi que leur immobilisation et mise en fourrière à la suite d'infractions pour lesquelles la peine complémentaire de confiscation ou de confiscation obligatoire du véhicule est encourue. A cet égard une convention a été signée avec le garage ARCAUTO implanté R.N 7 Les Plainons 83160 Les Arcs sur Argens;

- de la prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les hold-up, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs. Ainsi la Police Municipale maintient en toutes périodes un service de tranquillité vacances pour les administrés absents quelques jours ;

- de l'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre, les cérémonies patriotiques, carnavals des écoles, Course des Chancrouns, fête de la musique, fête nationale, les Médiévales, libérations des Arcs, fête votive, Noël au village, fête votive, festivals des terrasses, les nuits du Réal ;

Article 17 :

Compte tenu du diagnostic local de sécurité et des compétences respectives des forces de sécurité de l'État et de la police municipale, le maire renforcera l'action de la police municipale par les moyens suivants :

- Renforcer les actions de la Police Municipale en matière de lutte contre l'insécurité routière
- Renforcer les actions de la Police Municipale en matière d'incivilités (nuisances sonores, dépôts immondiés...)
- Renforcer les patrouilles pédestres pour accentuer les contacts avec les commerçants et la proximité avec l'ensemble des habitants

Article 18 :

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation des formations suivantes (sans objet) au profit de la police municipale. Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'État qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'intérieur et le président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

En partenariat avec la Maison de la Sécurité Routière du Var et le Pôle sécurité routière de la Préfecture du Var, la commune s'engage à former ses policiers municipaux à la sécurité routière selon les conditions suivantes :

- une formation initiale pour tous les nouveaux agents affectés à la police municipale,
- une formation continue dans le temps, à intervalle régulier et au minimum tous les deux ans.

~ TITRE III ~ DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19 :

Un rapport périodique est établi par le maire ou son représentant, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'État et le maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au procureur de la république.

Article 20 :

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion du comité restreint du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ou, à défaut de réunion de celui-ci (et si la convention ne comprend pas de dispositions relevant du titre

II Coopération opérationnelle renforcée), lors d'une rencontre entre le préfet représenté par le sous-préfet de Draguignan et le maire. Le procureur de la république est informé de cette réunion et y participe s'il le juge nécessaire.

Article 21 :

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Article 22 :

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le préfet représenté par le sous-préfet de Draguignan, le procureur de la république et le maire conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du Ministère de l'Intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des maires de France.

Fait à Les Arcs sur Argens, le 12 avril 2022

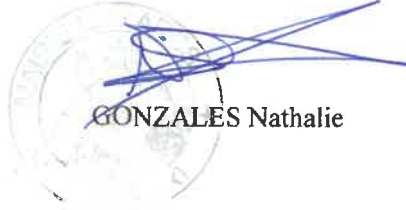
Pour le préfet du Var et par délégation,
Le sous-préfet de Draguignan

Le procureur de la république

Eric de WISPELAERE

Patrice CAMBEROU

Le maire de Les Arcs sur Argens


GONZALES Nathalie

Pourcentage d'évolution

	Nbr d'intervention	VIF	Accidents	Tapage	IPM	Dégradations	AVIP
2012-2014	37,85	-31,58	39,34	-7,14	-23,08	150,00	145,45
2015-2017	25,58	12,50	26,23	52,17	33,33	-40,00	-7,41
2018-2021	5,53	-21,21	-11,54	94,12	-20,00	-45,00	-15,00